Chaire UNESCO
Anticipation, Prospective
et Territoires Durables

REVUE

des Sciences Humaines et Sociales, Lettres, Langues et Civilisations

cauris

Prospective

ISSN-L : 3135-8136
ISSN-P : 3135-8128

Numéro 1 – Juin 2026

Chaire UNESCO
Anticipation, Prospective et Territoires Durables
Univertité Alassane OUATARA - Côte d'Ivoire
+225 07 47 41 25 24/ 07 05 62 84 53

Site: www.chaireunesco-aptd.org
Courriel: dir.recherche@chaireunesco-aptd.org
Adresse: 04 BP 01 Bouaké 04 (Côte d'Ivoire)

Numéro 1 – Juin 2026

REVUE
des Sciences Humaines et Sociales,
Lettres, Langues et Civilisations

cauris
Prospective
ISSN-L : 3135-8136
ISSN-P : 3135-8128

NORMES ÉDITORIALES

Dans un contexte actuel dynamique et mouvant marqué par les incertitudes et la complexité, les approches classiques, jusque-là utilisées, s'avèrent de plus en plus insuffisantes et peu pertinentes pour faire face aux défis de développement. C'est tout le sens de l'intérêt croissant pour la prospective dans le management des organisations. La prospective postule de voir loin, voir ensemble, voir autrement, analyser en profondeur et penser à l'homme qui doit être la mesure de toutes les réflexions scientifiques. De par son approche globale et systémique, la prospective mobilise les différents domaines de la connaissance pour analyser le passé, auditer le présent afin d'explorer l'avenir des systèmes.

La **Chaire UNESCO Anticipation, Prospective et Territoires Durables de l'Université Alassane OUATTARA**, créée le 23 mars 2022, a pour objectif de produire de nouvelles connaissances fondamentales et appliquées en matière de prospective, allant au-delà des perspectives occidentales, pour des territoires durables. Dans ce sens, la Chaire procède à la création de ***la Revue « Cauris », la Revue Africaine de Prospective des Territoires***, à l'effet de contribuer à vulgariser les savoirs scientifiques pluridisciplinaires qui s'appuient sur les démarches des sciences de l'anticipation et des territoires. Cauris est une revue à parution semestrielle adossée à l'Université Alassane OUATTARA. Au service de tous les enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants, la présente revue accueille les contributions portant sur toutes les thématiques prônant la démarche prospective.

NOTE AUX AUTEURS

Les conditions de publication

La revue « **Cauris** » publie des articles originaux, rédigés en français et en anglais. C'est une revue ouverte aux sciences de l'anticipation et à la prospective. Elle a une vision pluridisciplinaire. Elle publie les articles non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Cette revue scientifique s'appuie sur les normes adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1. Le manuscrit

Tout manuscrit soumis à examen, doit comporter les éléments suivants : un titre, un (des) nom(s) d'auteur (s), un résumé en français et en anglais (250 mots maximum), des mots-clés (au nombre de 5 au plus).

Tout manuscrit soumis à instruction doit respecter les normes usuelles de l'écriture scientifique : Introduction, Méthodologie (approche et outils), Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie. Ce schéma classique peut être adapté selon le type de recherche.

Les articulations de l'article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras) ;

1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique) ;

1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras).

Le texte doit être saisi dans le logiciel Word, police Times New Roman, taille 12, interligne 1,5. La longueur totale de l'article doit être comprise entre 30 000 et 40 000 caractères (espaces compris), soit entre 13 et 20 pages environ. Les notes infrapaginales utilisent des chiffres arabes, la police 11 de Times New Roman. Les pages doivent être paginées et ne doivent comporter d'information autre que le numéro de page dans le pied de page.

Les manuscrits doivent être envoyés en fichier sous format Word, au secrétariat de rédaction, à l'adresse e-mail suivante : dir.recherche@chaireunesco-aptd.org .

2. Les illustrations

Les illustrations (cartes, figures, diagrammes) sont en couleur. Les titres des illustrations sont portés en haut, et les sources / auteurs en bas, en time New Roman taille 10, interligne 1. Les tableaux sont en blanc-noir. Les illustrations doivent être intégrées au texte et centrées. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12 en noir. Les illustrations doivent être numérotées (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : i. annoncés, ii. Insérés, iii. Commentés dans le corps du texte.

3. La bibliographie

3.1. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit :
Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage.
Le titre d'un article est présenté entre guillemets ; celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique.

3.2. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Pour un ouvrage
Nom Prénom (s), Année, *Titre de l'ouvrage*, Editeur, Pays, Ville, Nombre de pages.
Exemple : KOUASSI Kouamé Sylvestre, 2024, *Le parc national de Taï, 50 ans après,* L'harmattan, Côte d'Ivoire, Abidjan, 244 p.

- La collection à laquelle appartient l'ouvrage est reportée, le cas échéant, après le nom de l'éditeur et entre guillemets (sans « col. » ou « Coll. »), directement suivie s'il y a lieu de son numéro : Nom Prénom (s), année, Titre de l'ouvrage, Éditeur, Pays, Ville, « Nom coll. » numéro, Nombre de pages.

Exemple :
KOBY Assa Théophile, KOUASSI Kouamé Sylvestre, 2023, Essai sur une géographie de l'avenir, Abidjan, L'harmattan Côte d'Ivoire, Abidjan, « Collection scientifique de diffusion du savoir et de la connaissance ANIBOUÉ », Numéro 3, 429 p.

- **Pour un chapitre d'ouvrage**

Nom Prénom, année de parution, Titre du chapitre, in Prénom Nom, Titre de l'ouvrage, Ville, Éditeur, pages.
- S'il y a plusieurs auteurs de l'ouvrage, leurs Prénoms et Noms se suivent et sont séparés d'une virgule (pas de « et »).

Exemple :
KOUASSI Kouamé Sylvestre, ONGOLO Symphorien, 2023, Politiques de conservation de la biodiversité en Côte d'Ivoire, *in* DARÉ William's, BA Alpha, *Justice environnementale dans les espaces ruraux en Afrique*, Versailles, éditions Quæ, 224 p.

- **Pour un article**

Nom Prénom, année, « Titre de l'article », in *nom de la revue*, Edition, numéro de la revue, Volume, mois, intervalle de pages.
-Si le prénom est introuvable, mettre son initiale en majuscule + point.
- Lorsque le numéro de la revue concernée comporte un titre (numéro thématique, etc.) spécifique, le mettre en italiques et entre virgules après le titre de l'article.

Exemple :
COULIBALY Tiécoura Hamed, 2024, Activité agricole et occupation du sol dans le département de tabou de 1986 à 2023 (sud-ouest ivoirien), in *Journal de Géographie Rurale Appliquée et Développement*, Université d'Abomey-Calavi, volume 5, Numéro 001, juin 2024, Bénin, pp. 83-95.

- **Pour les travaux en ligne**

L'adresse URL doit être complète. La rédaction vérifiant la validité de l'adresse, le mois et l'année de consultation du document ne sont pas précisés. La mention « URL » n'est requise que lorsque l'on souhaite ajouter la référence électronique à la référence papier. Elle vient alors après un point final de la référence papier. Lorsqu'il n'y a pas de référence papier, le lien Web débutant par « https:// » fait suite, après une virgule, à la référence de l'article ou de l'ouvrage.

Exemple :
KASSI-DJODJO Irène, 2010, « Rôle des transports populaires dans le processus d'urbanisation à Abidjan », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Juillet-Septembre 2010, document 6, 13 p. URL : http://journals.openedition.org/com/6057

KOFFI Simplice Yao, KOISSY-KPEIN Aïda Sandrine, 2014, « Extension agricole dans la zone marginale de production cotonnière en Côte d'Ivoire », in *L'Actualité économique*, Volume 90, numéro 3, septembre 2014, pp. 191–221. URL : https://id.erudit.org/iderudit/1034737ar

- **Pour des citations**

- Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.
- Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas suivants :

En milieu de paragraphe ou de phrase, les initiales du ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées entre parenthèses. Exemple : K. S. KOUASSI (2012, p. 15)

En fin de paragraphe ou de phrase, les initiales du ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple :(K. S. KOUASSI, 2012, p. 15)

Dans le texte, citez le nom et les initiales des prénoms de l'auteur primaire, suivi de l'année et le numéro de page où se trouve la citation, ensuite ajouter « cité par », le nom et les initiales des prénoms de l'auteur le plus récent, associés aux numéros de pages où se trouve la citation dans la source secondaire. Exemple : K. S. KOUASSI (2012 ; p. 15) cité par K. P. N'ZUE (2020 ; p. 53)

4. Nota bene

4.1. Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.
4.2. Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.
4.3. Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.
4.4. En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.
4.5. Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace.
4.6. Plan : Introduction, Méthodologie, Résultats, Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques
Résumé : Dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, la méthode et les résultats obtenus. Le résumé doit être traduit en anglais (y compris le titre de l'article). Le résumé doit être traduit en français pour un article rédigé en anglais.
Introduction : Elle doit présenter le contexte, la situation problématique, le problème, les questions de recherche, les objectifs de recherche et si possible les hypothèses.
Méthodologie : L'auteur expose l'approche conceptuelle et théorique, les méthodes et les outils mobilisés.
Résultats : L'auteur expose ses résultats qui sont issus du déploiement de la méthodologie utilisée.
Discussion : Placée avant la conclusion, la discussion confronte les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager les différences et les similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats.
Conclusion : L'auteur résume les principales conclusions de la recherche tout en dégageant l'intérêt de l'article.
Nota bene :
Tous les textes reçus seront soumis au test de similitude. Seuls les textes présentant des taux de similitude en dessous de 20% seront retenus. Par ailleurs, les articles reçus seront la propriété de la revue scientifique.

Références

Issn en ligne : 3135-8136
Issn imprimé : 3135-8128
Site: www.chaireunesco-aptd.org

Courriel : dir.recherche@chaireunesco-aptd.org

Adresse : 04 BP 01 Bouaké 04 (Côte d'Ivoire)

Tél : +225 05 03 30 21 29/ 07 05 62 84 53

CHAIRE UNESCO
ANTICIPATION, PROSPECTIVE ET TERRITOIRES DURABLES

Université Alassane OUATTARA - Côte d'Ivoire

CAURIS

Revue Africaine de Prospective, publiée par la Chaire UNESCO Anticipation, Prospective et Territoires Durables de l'Université Alassane, Bouaké, Côte d'Ivoire.

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication

KOUASSI Kouamé Sylvestre, Professeur des Universités, Titulaire de la Chaire UNESCO Anticipation, Prospective et Territoires Durables (CUAPTD), Université Alassane OUATTARA

Rédacteur en Chef

KOFFI Simplice Yao, Maître de Conférences, CUAPTD, Université Peleforo GON COULIBALY

Secrétariat de rédaction :

N'ZUE Koffi Pascal, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

SORO Yalamoussa Brahima, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

YAMEOGO Palingwindé Vincent De Paul, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

KONAN Kouassi Samuel, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

Comité de rédaction

ADOU Arsène, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

KONE Tanyo Boniface, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

KOFFI Serge Léonce, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

KOUASSI David Aurélie Abigail, Attachée de Recherche, CUAPTD, UAO

KOUMAN Donald, Attaché de Recherche, CUAPTD, UAO

KOUAME Kouakou Noel, Assistant, CUAPTD, UAO

KOUAKOU Senguen, Assistant, Informaticien, UAO

COULIBALY Tiecoura Hamed, Maître-Assistant, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Comité scientifique

BIKPO Céline, Professeure Titulaire, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA de Bouaké

KASSI-DJODJO Irène, Professeur Titulaire, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

TOURE Mamoutou, Professeur Titulaire, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

GOGBE Téré, Professeur Titulaire, Université Félix HOUPHOUËT BOIGNY, Côte d'Ivoire

KOUASSI Konan, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

DIOMANDE Beh Ibrahim, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

Fabrice ROUBELAT, Professeur Titulaire, Université de Poitiers, France

Hervé TCHEKOTE, Professeur Titulaire, Université de Dschang, Cameroun

IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherche, Université Nangui Abrogoua, Côte d'Ivoire

ASSUE Jean Aimé, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

POAME Lazare, Professeur Titulaire, Chaire UNESCO Bioéthique, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

KOFFI DIDIA Marthe, Professeure Titulaire, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

DIAKITE Moussa, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

KONAN Kouadio Eugène, Professeur Titulaire, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

DOUDOU Dimi Théodore, Maître de Recherche, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

ALOKO N'GUESSAN Jérôme, Directeur de Recherche, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

HENRI Bah, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

DJAKO Arsène, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

KAUDJHIS Narcisse, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

DJANE Kabran, Maître de Conférences, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

AGBROFFI Diamoi Joachim, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

LAMAH Daniel, Professeur Titulaire, Université Général Lansana Conté, Guinée

LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

Jouhaina GHERIB, Professeur Titulaire, Université de Manouba, Tunisie

BAH Mamadou Bhoye, Maître de Conférences, Université Gamal Abdel Nasser, Guinée

BEAVOGUI Mariama, Maître de Conférences, Université Gamal Abdel Nasser, Guinée

CAMARA Mohamed Ansoumane, Maître de Conférences, Université Gamal Abdel Nasser, Guinée

KANA Etienne Collins, Maître de Conférences, Université de Dschang, Cameroun

MEDIEBOU Chindji, Maître de Conférences, Université de Yaoundé 1

TESSOUGUE Moussa dit Martin, Maître de Conférences, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali

GOMGNIMBOU Alain P. K, Maître de Recherches, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Burkina-Faso

DJEZOU Wadjamssse Beaudelaire, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA

HIEN Sourbar Justin Wenceslas, Maître de Recherche, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Burkina-Faso

TRAORE Souleymane Sidi, Maître de Conférences, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali

ALAGBE Benjamin, Professeur Titulaire, Université Abomey Calavi, Bénin

OULAI Jean Claude, Professeur Titulaire, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

YEMMAFOUO Aristide, Professeur Titulaire, Université de Dschang, Cameroun

Comité de lecture

KOUASSI Kouamé Sylvestre, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

OULAI Jean-Clodde, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

KASSI-DJODJO Irène, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

KANGA Konan Arsène, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

PAKOUE Yao Claude, Professeur Titulaire- Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

TCHEKOTE Hervé, Professeur Titulaire, Université de Dschang (Cameroun)

ALLA Kouadio Augustin, Maître de Conférences, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

ANDON N'Guessan Simon, Maître de Conférences, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

GOHOUROU Florent, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon GUEDE, Côte d'Ivoire

KOUASSI N'Guessan Gilbert, Maître de Conférences, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

KONAN Kouakou Attien Jean-Michel, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

KAMBIRE Bebe, Maître de Conférences, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

KOUMAN Mouroufié, Maître de Conférences, Ecole Nationale Supérieur (ENS) d'Abidjan, Côte d'Ivoire

TRA Bi Zamblé Armand, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

DIARRASOUBA Bazouman, Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

AKOUE Yao Claude, Maître de Conférences, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

N'GUESSAN Atse Alexis, Maître de Conférences, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Côte d'Ivoire

DJANE Kabran Aristide, Maître de conférences- Université Péléforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

HIEN Sourbar Justin Wenceslas, Maître de Recherche, Institut des Sciences des Sociétés (INSS), Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (Burkina Faso)

KOUADIO Kouassi Edouard, Maître de recherche, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

KOFFI Simplice, Maître de Conférence, Université Péléforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

KANGA Hermann, Maître de conférences- Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

GOMGNIMBOU Alain P.K., Maître de Recherche, Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) / Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina Faso

DOHO Bi Tchan André, Maître de conférences- Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

TRAORE Souleymane Sidi, Maître de Conférences- Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

ASSOUMAN Serge Fidèle, Maître de conférences, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

SANDE Zannou, Maître de Conférences- Université Abomey-Calavi (Bénin)

DOUDOU Dimi Théodore, Maître de recherche- Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

ANDON N'Guessan Simon, Maître de conférences, Université Péléforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

KOFFI Kan Emile, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)

TESSOUGUE Moussa, Maître de Conférences, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali)

KOUMA Youssouf, Maître de conférences, Université Péléforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

SOMMAIRE

GEOGRAPHIE

Kauphya Gonin Daisi YAO et Kouamé Sylvestre KOUASSI

DÉCHETS INDUSTRIELS : IMPACTS DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE DÉPARTEMENT DE SAN PEDRO (SUD-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE) 6

KOUADIO Adjoua Bénédicte

DÉFIS DE LA GESTION DES DÉCHETS ET RISQUES SANITAIRES DANS LES MARCHÉS SECONDAIRES DE LA VILLE DE BOUAKÉ 23

Emmanuel SOVI

LA GESTION DES ZONES HUMIDES DANS LA COMMUNE D'ADJOHOUN, (BASSE VALLEE DE L'OUEME AU BENIN) 39

Kousso Débora DJÉTÉ

GESTION PARTICIPATIVE ET RAPPORTS DE POUVOIR AU PARC NATIONAL D'AZAGNY : ENTRE COOPERATION ET FRAGILITES 51

DIOMANDE Soualiho et KOUASSI Kouamé Sylvestre

ANALYSE PROSPECTIVE DE LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT À TRAVERS LE PRISME DES CONFLITS FONCIERS RURAUX : LE CAS D'ÉTUDE DE MAHANDOUGOU ET NIENDOUGOU (NORD-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE) 72

KOUAKOU Konan Bienvenue Marcos et KOFFI Simplice Yao

FACTEURS DE LA DURABILITE DE L'ARBORICULTURE DANS LE DISTRICT DES SAVANES (NORD DE LA COTE D'IVOIRE) 95

Kouamé Thierry GOLI et Kouamé Sylvestre KOUASSI

TRANSFORMATIONS DU CADRE DE VIE DES VILLAGES DÉPLACÉS PAR L'AUTORITÉ POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA VALLÉE DU BANDAMA (AVB) DANS LE DÉPARTEMENT DE BÉOUMI (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) : RÉTROSPECTIVE ET ÉVOLUTIONS PROBABLES 111

Sidiki Traoré

SE PREPARER A L'INCERTITUDE : PROSPECTIVE PARTICIPATIVE DANS LE TERRITOIRE DE BLA AU MALI 128

KONAN Olivia Nadine et KOUASSI Kouamé Sylvestre

GOUVERNANCE LOCALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE : LE RÔLE DE L'AGENDA 21 DANS LA COMMUNE DE GRAND-BASSAM 149

Issifou Sim-Bassi AMADOU, Mahamadou ILLOU et Tchaa BOUKPESSI
DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE ET REGENERATION D'*AFZELIA AFRICANA* DANS LES TERROIRS RURAUX DE TCHAOUDJO (CENTRE-TOGO) 169

KOUASSI Adjoua Marie Roscane
INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES DANS LE DÉPARTEMENT D'OUMÉ (CÔTE D'IVOIRE) 186

KOUAKOU Amoin Ariane, BADOU Kouadio Samuel, KOUASSI David Aurélie Abigaïl et KOUASSI Kouamé Sylvestre
L'EFFICACITE ENERGETIQUE DANS LE TRANSPORT FACE AUX ENJEUX DE LA MOBILITE URBAINE A BOUAKE 211

SONDOU Tchakouni
RECONFIGURATIONS DU COMMERCE URBAIN DANS LE GRAND LOME : LES NANA BENZ FACE A L'ESSOR DU E-COMMERCE 226

André SAMA et Oumar KABORE
DÉTERMINANTS DE L'ÉVOLUTION SPATIALE DES FORMATIONS VÉGÉTALES DANS LA RÉGION DU NAZINON DE 2003 À 2023 (BURKINA FASO) 245

Abiré Tassiguè MOUZOU et Pessiézoum ADJOUSSI
OPPORTUNITE DE L'INTEGRATION DE L'AGRICULTURE DE PRECISION DANS LA LUTTE CONTRE LES EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA PRODUCTION AGRICOLE AU TOGO 266

Richard Codjo AKODANDE HONMA
DYNAMIQUES SOCIO-ECONOMIQUES, ENJEUX SECURITAIRES ET POROSITE FRONTALIERE : LE TRANSPORT FLUVIAL DE LA CONTREBANDE ENTRE LA COMMUNE D'ADJARRA (BENIN) ET LES LOCALITÉS D'IPOKIA ET DE BADAGRY (NIGERIA) 280

SODJI Jean
SOURCE D'APPROVISIONNEMENT ET BESOINS EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE D'ALLADA 300

HISTOIRE

KONE NAGNENEGUE, KOUASSI Eponon Innocent et N'ZUÉ Koffi Pascal
LES BÂTIMENTS COLONIAUX ET LA DEGRADATION DE L'ESTHETIQUE URBAINE A BOUAKE 316

AZIAN Déhalé Donation
DÉFIS DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET VULNÉRABILITÉ DES MÉNAGES RURAUX DANS LA COMMUNE DE TORI-BOSSITO 330

Hamidou Issa
SOUS-REPRÉSENTATIVITÉ FÉMININE AU PARLEMENT CAMEROUNAIS DE 1946 À 2020 : UNE « DOMINATION MASCULINE » CONSTANTE..... 348

ANTHROPOLOGIE-SOCIOLOGIE

Konga PALASSI
VIVRE APRES LE DEGUERPISSEMENT : TRAJECTOIRES SOCIALES ET STRATEGIES DE RECONSTRUCTION DES ANCIENS OCCUPANTS DES TROTTOIRS A LOME..... 366

ADOUKO Épouse KOUADIO Diane Natacha
VARIABILITE CLIMATIQUE ET STRATEGIES DE RESILIENCE DES PAYSANS DE N'DENOU (SOUS-PREFECTURE DE TAABO) 382

Youssouf MEITE
LOGIQUES DE MAINTIEN DES MOTOS-TAXIS DANS LA COMMUNE DE BINGERVILLE : ENTRE RÉGULATION CONJOINTE DE LA MOBILITÉ URBAINE, SOCIABILITÉ ET CONSTRUCTION DE LA RÉSILIENCE JUVÉNILE 397

SILUE Nibé Dramane, TUO Ardjouma et KOUASSI Akissi Germaine
DYNAMIQUES DE COMMUNICATION SOCIALE ET GESTION DES DECHETS DANS LES QUARTIERS COMMERÇANTS MALINKES DE BOUAKE : ENTRE PESANTEURS CULTURELLES ET DEFIS INFRASTRUCTURELS 409

SCIENCE DE L'EDUCATION

ESSEBE-EKWELGEN Charlotte
L'INFLUENCE DE L'ÉDUCATION DE BASE EN ZONE RURALE SUR LES PERFORMANCES SCOLAIRES AU SECONDAIRE : CAS DE DOUALAŸEL (CAMEROUN) 425

PHILOSOPHIE

Serge Armand Dibié Yao BOUAFFOU et Kpa Yao Raoul KOUASSI
INDETERMINATION DU STATUT DES DRONES A L'AUNE DU PRINCIPE D'INCERTITUDE 446

PSYCHOLOGIE

D'sirama Séma KAMINA et Kaka KALINA
« ANALYSE COMPARATIVE DES PERTURBATIONS PSYCHOPATHOLOGIQUES CHEZ LES ENFANTS DE LA RUE ET CEUX DE LA RUE RECUEILLIS DANS LES INSTITUTIONS DE PROTECTION DE L'ENFANCE AU TOGO »..... 464

COMMUNICATION

PRAO Bini Kouamé

« DE L'ARGUMENTATIVE DE LA LEXICALISATION DANS LE LANGAGE IVOIRIEN : L'EXEMPLE DE « ÇA NE VA PAS QUELQUE PART »..... 481

LETTRES MODERNES

Yao Gatien KONAN

ANALYSE DIDASCALIQUE DANS LA TRAGÉDIE DU ROI CHRISTOPHE DE AIMÉ CÉSAIRE : ENTRE CONFIGURATIONS ET FONCTIONS..... 494

VIVRE APRES LE DEGUERPISSEMENT : TRAJECTOIRES SOCIALES ET STRATEGIES DE RECONSTRUCTION DES ANCIENS OCCUPANTS DES TROTTOIRS A LOME

LIVING AFTER EVICTION: SOCIAL TRAJECTORIES AND RECONSTRUCTION STRATEGIES OF FORMER SIDEWALK OCCUPANTS IN LOMÉ

Konga PALASSI, Anthropologue, Université de Lomé, Togo, ipalass@yahoo.fr, +228 93439813

Résumé

À la suite des opérations de désengorgement des trottoirs à Lomé, de nombreux occupants ont été contraints de quitter des espaces qui constituaient à la fois des lieux d'activité économique et de sociabilité. Cet article propose une analyse des trajectoires sociales des personnes déguerpies et des stratégies qu'elles développent pour reconstruire leurs conditions d'existence. S'appuyant sur une démarche qualitative de type ethnographique, fondée sur des entretiens et des observations de terrain, l'étude met en évidence des trajectoires contrastées marquées par des situations de précarisation, de reconversion et parfois de résilience. Les résultats montrent que certains acteurs parviennent à se réinsérer dans de nouveaux espaces d'activité, souvent au prix d'une baisse de revenus, tandis que d'autres connaissent des ruptures économiques et sociales plus durables. Par ailleurs, l'analyse révèle une diversité de stratégies de reconstruction, telles que la mobilité spatiale, la diversification des activités ou le recours aux réseaux sociaux et familiaux. Les déguerpis s'inscrivent dans des dynamiques d'adaptation qui témoignent de leur capacité à négocier les contraintes imposées par les politiques urbaines. En mettant en lumière les effets sociaux du désengorgement cet article interroge les enjeux d'une gouvernance urbaine attentive aux trajectoires et aux vulnérabilités des populations.

Mots-clés : Déguerpissement, trottoirs, trajectoire sociale, stratégie de reconstruction, Lomé.

Abstract

Following the sidewalk clearing operations in Lomé, many people were forced to leave spaces that served as both places of economic activity and social interaction. This article analyzes the social trajectories of those evicted and the strategies they develop to rebuild their lives. Using a qualitative, ethnographic approach based on interviews and field observations, the study highlights contrasting trajectories marked by situations of precariousness, retraining, and sometimes resilience. The results show that some individuals manage to reintegrate into new spaces of activity, often at the cost of reduced income, while others experience more lasting economic and social disruptions. Furthermore, the analysis reveals a diversity of reconstruction strategies, such as spatial mobility, diversification of activities, and reliance on social and family networks. Those evicted are engaged in adaptive dynamics that demonstrate their ability to negotiate the constraints imposed by urban policies. By highlighting the social effects of decongestion, this article examines the challenges of urban governance that is attentive to the trajectories and vulnerabilities of populations.

Keywords: Eviction, sidewalks, social trajectory, reconstruction strategy, Lomé.

Introduction

Depuis plusieurs décennies, les villes africaines connaissent des transformations rapides sous l'effet conjugué de la croissance démographique, de l'urbanisation accélérée et de la montée de l'économie informelle. Dans ce contexte, l'occupation des espaces publics, notamment des trottoirs, constitue une réponse pragmatique des populations urbaines aux contraintes économiques et à la faiblesse de l'offre d'emplois formels (M. AGIER, 2015 ; O. J. WALTHER *et al*, 2020). À Lomé, cette dynamique s'est traduite par une appropriation progressive des trottoirs comme lieux d'activités commerciales, de production artisanale et de sociabilité quotidienne (K. D. GBETANOU, 2010 ; G. K. NYASSOGBO, 2011 ; N. GOURLAND, 2017 ; K. N'KERE *et al*., 2018).

Cependant, l'opération de désengorgement engagée par le gouvernement togolais à partir de 2023 a bouleversé ces configurations. Comme l'ont montré des résultats antérieurs, cette intervention publique s'inscrit dans un projet de modernisation urbaine visant à restaurer l'ordre, améliorer la circulation et promouvoir une « ville citoyenne ». Elle a également révélé des tensions entre les différents acteurs impliqués, notamment l'État, les municipalités et les populations (K. PALASSI et K. AGBOGAN, 2023 ; K. PALASSI, 2026). Si ces travaux ont permis de mettre en lumière les logiques d'acteurs et les rapports de pouvoir, ils ouvrent également une interrogation sur les effets concrets et durables de ces politiques sur les trajectoires des individus concernés.

Les observations empiriques réalisées sur le terrain après les opérations de déguerpissement montrent en effet des transformations des conditions de vie des anciens occupants des trottoirs. Pour beaucoup, le déguerpissement s'est traduit par une rupture brutale des activités économiques, une perte de revenus et une fragilisation des équilibres sociaux et familiaux. Dans plusieurs cas, cette rupture s'accompagne d'un endettement accru, notamment auprès des institutions de microfinance, ainsi que d'une difficulté à se réinsérer dans des circuits économiques stables.

Parallèlement, on observe des processus de recomposition sociale et spatiale. Certains acteurs parviennent à se réinstaller dans d'autres espaces (ruelles, marchés secondaires, abords de quartiers périphériques) tandis que d'autres diversifient leurs activités ou réorganisent leurs stratégies de subsistance. Ces dynamiques révèlent des trajectoires différenciées, marquées par des capacités variables d'adaptation et de résilience. Elles montrent également que le déguerpissement ne constitue pas un événement ponctuel, mais un processus qui s'inscrit dans le temps, redéfinissant les parcours socio-économiques des individus.

Dès lors, une question centrale se pose : que deviennent les occupants après le déguerpissement des trottoirs à Lomé, et comment reconstruisent-ils leurs conditions d'existence dans un contexte de contrainte accrue ? Cette problématique invite à déplacer le regard, en passant d'une analyse des politiques publiques et des logiques d'acteurs à une anthropologie des trajectoires sociales, attentive aux expériences vécues et aux transformations des parcours individuels et collectifs.

L'objectif de cet article est d'analyser les trajectoires sociales des personnes déguerpies, ainsi que les stratégies qu'elles mobilisent pour faire face à la rupture induite par le désengorgement. Plus spécifiquement, il s'agit d'abord d'identifier les formes de précarisation engendrées par la perte des lieux d'activité, ensuite d'analyser les processus de recomposition économique et sociale, et, enfin, de mettre en évidence les ressources et les contraintes qui structurent les capacités d'adaptation de ces acteurs.

Sur le plan théorique, cette recherche s'inscrit à la croisée de l'anthropologie des trajectoires et de l'anthropologie urbaine. L'approche par les trajectoires permet de saisir les dynamiques de changement dans la durée, en mettant l'accent sur les bifurcations, les continuités et les ruptures qui jalonnent les parcours individuels (C. BIDART, 2006). Elle offre un cadre pertinent pour analyser les effets d'une politique publique sur les parcours de vie. Par ailleurs, le concept de l'« agir urbain » proposé par M. AGIER (2015) permet de comprendre comment les acteurs, même dans des situations de contrainte, participent à la production et à la recomposition de la ville à travers leurs pratiques quotidiennes.

Ainsi, en s'intéressant aux situations post-déguerpissement, cet article entend-il contribuer à une meilleure compréhension des effets sociaux des politiques urbaines en Afrique. Il met en lumière les dynamiques d'adaptation, mais aussi les vulnérabilités engendrées par ces transformations, soulignant la nécessité de prendre en compte les trajectoires des populations dans l'élaboration de politiques urbaines plus inclusives. L'article se subdivise en trois grandes sections qui sont respectivement, la méthodologie, les résultats et la discussion.

1. Méthodologie

Cette recherche s'inscrit dans une approche qualitative de type ethnographique, privilégiée en anthropologie pour appréhender les dynamiques sociales à partir des expériences vécues et des significations que les acteurs attribuent à leurs pratiques. Cette démarche est appropriée pour comprendre, dans leur complexité et leur temporalité, les trajectoires des individus affectés par le déguerpissement des trottoirs à Lomé, ainsi que les stratégies qu'ils mobilisent pour reconstruire leurs conditions d'existence. Cette approche permet de dépasser une lecture

strictement structurelle des politiques urbaines pour saisir leurs effets concrets au niveau des parcours de vie. La recherche s'est faite en situation d'immersion, étant basé à Lomé et observant quotidiennement le phénomène, depuis février 2023 marquant le démarrage effectif des opérations de désengorgement jusqu'à la fin de l'année 2025.

L'enquête de terrain a été menée dans plusieurs quartiers de Lomé, notamment dans les communes de Golfe 3, Golfe 4 et Golfe 5, sélectionnées en raison de leur forte implication dans les activités commerciales informelles avant le désengorgement et de la présence d'acteurs directement affectés. Cet article s'inscrit dans le prolongement des travaux antérieurs portant sur la transition vers une ville citoyenne à travers le désengorgement des trottoirs à Lomé (K. PALASSI et K. AGBOGAN, 2023) et sur les logiques d'acteurs dans la recomposition de l'espace public urbain (K. PALASSI, 2026).

La spécificité de la recherche réside dans son ancrage dans la période post-déguerpissement, permettant d'analyser les transformations, les ajustements et les recompositions consécutifs à la rupture. Elle adopte ainsi une perspective quasi longitudinale qui, bien que limitée dans le temps, permet d'identifier des trajectoires différenciées et d'en restituer les logiques.

Le choix des enquêtés repose sur une démarche raisonnée ciblant les acteurs directement concernés par le déguerpissement, notamment les anciens commerçants et artisans installés sur les trottoirs, les vendeurs ambulants ainsi que les détenteurs de kiosques ou d'étalages, et les individus ayant connu des processus de relocalisation ou de reconversion. Une attention particulière a été accordée à la diversité des profils en termes de genre, de type d'activité, d'ancienneté et de situation économique, afin de rendre compte de la pluralité des trajectoires. L'accès au terrain s'est appuyé sur des réseaux locaux et sur la technique de la « boule de neige », facilitant l'identification progressive d'acteurs concernés.

La collecte des données repose sur la combinaison de trois techniques complémentaires. Les entretiens semi-directifs ont permis de recueillir les perceptions, expériences et stratégies des acteurs, en abordant les conditions d'installation initiale, les circonstances du déguerpissement, les conséquences socio-économiques immédiates et différées, ainsi que les réponses développées face à la situation. Les entretiens ont été réalisés jusqu'au moment où les informations recueillies sont devenues récurrentes et n'apportaient plus d'éléments nouveaux à l'analyse (saturation des données). En fin de compte, une trentaine d'entretiens ont été formellement réalisés.

Les récits de vie ont offert une compréhension approfondie des trajectoires individuelles, en restituant les continuités et les ruptures, et en mettant en évidence les bifurcations biographiques liées au déguerpissement, ainsi que les enchaînements d'événements, les choix et les contraintes rencontrées. Enfin, l'observation, a permis de documenter les pratiques actuelles des enquêtés, les formes de réinstallation et de mobilité des activités, les interactions avec les clients et les autorités, ainsi que les transformations et réoccupations de l'espace urbain. Il faut aussi mentionner la recherche documentaire aussi bien scientifique que des articles de presse, des documents administratifs, etc. portant sur le phénomène d'occupation ou de déguerpissement des trottoirs à Lomé.

Les données collectées ont été soumises à une analyse qualitative centrée sur l'étude des trajectoires sociales. Celle-ci a consisté en la transcription des entretiens, suivie d'une codification thématique portant sur des dimensions telles que la perte, l'adaptation, la mobilité, les stratégies et les ressources, puis à la reconstitution des parcours individuels avant, pendant et après le déguerpissement. La codification a reposé sur une démarche inductive consistant à identifier puis à regrouper les thèmes récurrents issus des entretiens en catégories d'analyse liées aux trajectoires, aux ressources mobilisées et aux stratégies d'adaptation.

L'analyse vise à identifier différents types de trajectoires (précarisation, recomposition ou stabilisation relative) et à en dégager les facteurs explicatifs, notamment les ressources économiques, les réseaux sociaux ou les compétences mobilisées. Le déguerpissement est ainsi appréhendé comme un moment de bifurcation dans les parcours de vie, révélateur de dynamiques plus larges de vulnérabilité et de résilience.

Cette recherche présente toutefois certaines limites. Le recours à un choix raisonné des interviewés et à la technique de la boule de neige ne permet pas une généralisation statistique des résultats, tandis que les trajectoires analysées reposent principalement sur des données déclaratives recueillies à un moment donné, sans suivi longitudinal strict des enquêtés. Malgré ces limites, le croisement des entretiens, des observations et des récits de vie contribue à garantir la validité des analyses proposées.

2. Résultats

L'analyse des données met en évidence des trajectoires sociales différenciées chez les acteurs affectés par le déguerpissement des trottoirs à Lomé. Ces trajectoires traduisent des expériences contrastées, allant de situations de précarisation marquée à des formes plus nuancées de recomposition économique et sociale. Afin de rendre compte de cette diversité, les résultats

sont structurés en quatre sous-sections. La première s'intéresse aux trajectoires de précarisation, la deuxième analyse les trajectoires de recomposition et d'adaptation ; la troisième met en lumière les stratégies de reconstruction mobilisées par les acteurs ; et, enfin, la quatrième sous-section examine les inégalités face au déguerpissement.

2.1. Trajectoires de précarisation

Pour une part des acteurs déguerpis, l'opération de désengorgement a engendré des trajectoires de précarisation caractérisées par une dégradation rapide des conditions de vie. Cette précarisation se manifeste principalement à travers la perte de revenus, l'endettement croissant et un déclassement social.

Le déguerpissement a d'abord provoqué une rupture brutale des activités économiques pour de nombreux anciens occupants des trottoirs. Les trottoirs constituaient pour eux des espaces stratégiques en raison de leur visibilité et de leur forte fréquentation. Leur perte a entraîné une diminution significative, voire totale, des revenus. Un vendeur témoigne :

> J'ai occupé cette place pendant des années et je m'en sortais pas mal puisque c'était bien situé, j'avais assez de clients. Mais depuis qu'on nous a chassés sur la route, je ne vends plus comme avant. Là où je suis maintenant, les clients ne passent pas beaucoup et mes anciens clients ne me retrouvent pas. Parfois même toute la journée, je ne fais rien ; je ne vends rien. (Vendeur de chaussures, ancien occupant de trottoirs, Lomé, mai 2025).

Cette baisse d'activité traduit la difficulté à retrouver des conditions équivalentes dans de nouveaux espaces. Les lieux de repli, souvent moins accessibles ou moins fréquentés, ne permettent pas de maintenir les mêmes niveaux de revenus. Certains enquêtés évoquent même une suspension temporaire de leurs activités, faute de capital ou de clientèle.

La perte de revenus s'accompagne fréquemment d'un accroissement de l'endettement, notamment chez les acteurs ayant recours à des institutions de microfinance. Dans plusieurs cas, les enquêtés se retrouvent dans l'incapacité de rembourser les prêts contractés avant le déguerpissement, comme l'explique une commerçante : « J'avais pris un crédit pour agrandir mon commerce. Mais quand on m'a renvoyé, je n'arrive plus à payer. Chaque jour, ils viennent me demander l'argent, mais je ne gagne plus comme avant. » (Commerçante de pagnes déguerpie, Lomé, avril 2025).

Cette situation accentue la vulnérabilité économique des acteurs, qui doivent faire face simultanément à la perte de revenus et aux obligations de remboursement. Elle peut également entraîner des tensions sociales, notamment avec les institutions de crédit ou au sein des familles, lorsque les ressources deviennent insuffisantes.

Au-delà des dimensions économiques, les trajectoires de précarisation s'accompagnent d'un sentiment de déclassement social. Pour certains acteurs, l'activité exercée sur le trottoir

représentait non seulement une source de revenus, mais aussi un statut social, une reconnaissance et une forme d'autonomie. Un artisan le souligne en ces termes :

> Quand j'étais au bord de la route, j'avais mon atelier bien installé, les gens me connaissaient bien. Chaque jour je quitte ma maison le matin, je vais à mon service et je rentre le soir, comme tous les travailleurs. Maintenant, je suis obligé de travailler dans la rue, sous un arbre en attendant. Ce n'est plus la même chose. (Cordonnier déguerpi, Lomé, mars 2025).

Cette perte de statut est souvent vécue comme une dégradation des conditions de vie et de l'identité sociale. Elle peut affecter l'estime de soi et les relations sociales, en réduisant la visibilité et la crédibilité des victimes de déguerpissement dans leur environnement. Dans certains cas, ce déclassement se traduit également par un retrait partiel des activités économiques ou une dépendance accrue à l'égard de réseaux familiaux, renforçant ainsi les dynamiques de précarité.

En somme, les trajectoires de précarisation observées après le déguerpissement témoignent des effets immédiats et profonds de cette intervention sur les conditions de vie des acteurs. Elles mettent en évidence la fragilité des économies populaires urbaines, fortement dépendantes de l'accès à des espaces stratégiques comme les trottoirs, et soulignent les risques sociaux associés aux politiques de régulation de l'espace public.

2.2. Trajectoires de recomposition et d'adaptation

À côté des trajectoires de précarisation, il y a également des dynamiques de recomposition et d'adaptation chez certains déguerpis. Ces trajectoires traduisent une capacité à faire face aux contraintes imposées par le désengorgement, en mobilisant des ressources variées pour reconstruire des activités et réorganiser les conditions de vie. Toutefois, ces recompositions s'opèrent souvent au prix de concessions importantes, notamment en termes de revenus et de stabilité.

Face à la perte des trottoirs, de nombreux déguerpis ont cherché à se réinstaller dans d'autres espaces. Ces relocalisations concernent principalement les ruelles, les quartiers périphériques, les abords de marchés secondaires ou encore les domiciles privés. Cette mobilité spatiale constitue une première réponse à la rupture engendrée par le dégagement. Une enquêtée l'exprime dans les propos qui suivent :

> Quand on nous a demandé par force de libérer nos places au niveau des trottoirs, je suis partie m'installer dans une petite ruelle derrière le marché. Sur ce nouveau lieu, ce n'est pas comme avant ; il n'y a pas assez d'affluence et il n'y a pas beaucoup de clients, mais au moins je peux continuer à vendre un peu ; je ne reste pas à la maison. (Revendeuse d'alimentation générale déguerpie, Lomé, avril 2025).

Dans certains cas, la réinstallation se fait au domicile, transformé en lieu d'activité économique. Cette solution permet de réduire les coûts liés à l'occupation de l'espace, mais limite également la visibilité et l'accessibilité des activités. Ces déplacements spatiaux traduisent une recomposition des circuits économiques, mais ils se heurtent souvent à des contraintes liées à la faible attractivité des nouveaux sites. Ils témoignent néanmoins de la capacité des acteurs à redéployer leurs activités dans des contextes moins favorables.

Outre la relocalisation, certains acteurs développent des stratégies de diversification afin de compenser la baisse de leurs revenus. Cette diversification peut prendre la forme de la combinaison de plusieurs activités ou d'un changement partiel de métier. Un vendeur de vêtements indique : « Avant je vendais seulement la friperie, mais maintenant j'expose aussi des téléphones en ligne sur mon statut WhatsApp pour un ami et je vends de petites choses. Sinon, on ne peut pas s'en sortir ; c'est compliqué. » (Vendeur de friperie déguerpi, Lomé, juin 2025).

Cette multi-activité permet de répartir les risques et de maintenir un minimum de revenus malgré l'instabilité de chaque activité prise isolément. Elle témoigne d'une grande flexibilité économique, caractéristique des économies populaires urbaines. Dans d'autres cas, les déguerpis s'orientent vers des activités nécessitant moins d'espace ou plus facilement mobiles, comme la vente ambulante. Cette adaptation répond à la contrainte accrue de contrôle de l'espace public, tout en permettant une certaine continuité de l'activité.

Les trajectoires de recomposition impliquent également une réorganisation des structures familiales et des modes de gestion des ressources. Face à la diminution des revenus, les ménages développent des stratégies d'ajustement internes, telles que la réduction des dépenses, la redistribution des rôles économiques ou le recours à la solidarité familiale. Une commerçante témoigne :

> Nos activités marchaient très bien quand la boutique était au bord de la route ; c'était un conteneur. Mais lorsqu'on a démoli la boutique, ça ne va plus. Maintenant, on a changé beaucoup de choses à la maison. Les enfants nous aident parfois pour vendre les soirs et les weekends, et on fait attention à tout ce qu'on achète, pour limiter les dépenses. Ce n'est plus comme avant. (Commerçante de pagnes, Lomé, juin 2025).

Dans certains cas, plusieurs membres de la famille s'engagent dans des activités génératrices de revenus afin de compenser les pertes. Cette diversification des sources de revenus au sein du ménage constitue une stratégie collective de résilience. Par ailleurs, les réseaux sociaux (famille élargie, amis, tontines) jouent un rôle important dans ces processus de recomposition, en offrant des ressources matérielles ou symboliques pour faire face aux difficultés.

En définitive, les trajectoires de recomposition et d'adaptation montrent que, malgré les contraintes imposées par le déguerpissement, les acteurs développent des réponses pragmatiques pour maintenir leurs moyens de subsistance. Ces dynamiques traduisent une capacité de résilience, mais elles s'inscrivent dans des conditions souvent fragiles et instables. Elles soulignent ainsi la nécessité de considérer les politiques urbaines à l'aune de leurs effets à long terme sur les capacités d'adaptation des populations.

2.3. Stratégies de reconstruction

Au-delà des dynamiques de précarisation et de recomposition, les déguerpis déploient des stratégies de reconstruction pour faire face à la rupture induite par le désengorgement. Ces stratégies s'inscrivent dans des processus actifs de réorganisation des ressources, de redéfinition des pratiques économiques et d'adaptation aux nouvelles contraintes urbaines. Elles témoignent de la capacité des acteurs à mobiliser différents registres d'action pour reconstruire, même de manière fragile, leurs conditions d'existence.

L'un des premiers leviers de reconstruction mobilisé par les acteurs repose sur les réseaux sociaux, entendus ici comme l'ensemble des relations familiales, amicales et communautaires. Ces réseaux jouent un rôle central dans l'accès à des ressources matérielles, financières et symboliques, particulièrement en situation de crise. Plusieurs enquêtés évoquent l'importance du soutien familial pour faire face aux difficultés immédiates liées à la perte d'activité. Ce soutien peut prendre la forme d'un hébergement temporaire, d'une aide financière ou d'un partage des charges quotidiennes. Une enquêtée témoigne : « C'est ma sœur qui m'a aidée après qu'on a cassé mon kiosque. Elle m'a donné un peu d'argent pour recommencer petit à petit, sinon je ne pouvais plus rien faire. » (Propriétaire de cafétéria, Lomé, mai 2025).

Par ailleurs, les tontines et autres formes d'épargne collective constituent des ressources importantes pour relancer une activité. Elles permettent aux acteurs d'accéder à des capitaux, même modestes, dans un contexte où l'accès au crédit formel devient plus difficile après le déguerpissement. Ces formes de solidarité illustrent le rôle des réseaux sociaux dans la résilience des populations urbaines, en offrant des mécanismes de redistribution et d'assistance face aux chocs économiques.

La mobilité constitue une autre stratégie de reconstruction. Confrontés à la perte d'un espace fixe, les acteurs adoptent des pratiques plus mobiles et flexibles, leur permettant de s'adapter aux contraintes de contrôle de l'espace public. Cette mobilité se traduit par des déplacements fréquents entre différents lieux de vente, en fonction des opportunités et des risques. Certains

acteurs privilégient des installations temporaires, facilement démontables, afin d'éviter les sanctions et de maintenir une certaine continuité d'activité. Un vendeur ambulant explique :

> J'avais un endroit au bord de la route où j'exposais mes marchandises dans un conteneur dont la confection m'avait coûté cher. J'ai été obligé de le faire démolir, après la décision de l'Etat de dégager les abords de rues. Maintenant, je ne reste plus à un seul endroit. Je bouge avec mes marchandises. Si on me chasse ici, je vais ailleurs. C'est comme ça qu'on s'adapte pour le moment, en attendant de retrouver une autre place fixe. (Revendeur de vêtements déguerpi, Lomé, avril 2025).

Cette flexibilité s'accompagne souvent d'une transformation des modes d'organisation du travail, avec des horaires variables et une adaptation constante aux conditions du marché. Elle traduit une capacité d'ajustement rapide, mais aussi une instabilité accrue des activités économiques.

Enfin, les trajectoires de reconstruction s'inscrivent largement dans un retour ou un maintien dans l'informalité. Si certaines activités étaient déjà informelles avant le déguerpissement, l'opération a contribué à renforcer cette dimension, en éloignant davantage les acteurs des dispositifs institutionnels. Dans plusieurs cas, les victimes adoptent des formes d'occupation plus discrètes et moins visibles, afin de réduire les risques de contrôle. Cette informalité renouvelée se caractérise par des installations temporaires, une absence d'autorisation et une adaptation constante aux contraintes. Une commerçante témoigne : « Avant, j'étais bien installée avec l'autorisation. Maintenant, je ne demande plus rien. Je viens avec ma table, je vends et je repars. On ne peut plus faire autrement. » (Revendeuse de jus locaux, Lomé, juin 2025).

Ce retour à l'informalité traduit à la fois une stratégie de survie et une forme de défiance vis-à-vis des autorités, perçues comme instables ou incohérentes dans leurs décisions. Il met également en évidence les limites des politiques de régulation qui, en cherchant à formaliser ou à contrôler les usages de l'espace public, contribuent parfois à renforcer les pratiques informelles.

En somme, les stratégies de reconstruction observées témoignent d'une forte capacité d'adaptation des acteurs face aux contraintes du déguerpissement. Toutefois, ces stratégies restent marquées par une grande fragilité, dans la mesure où elles reposent sur des ressources limitées et s'inscrivent dans des environnements instables. Elles révèlent ainsi les interactions entre survie économique, régulation urbaine et accès aux ressources dans les villes africaines contemporaines.

2.4. Inégalités face au déguerpissement

L'analyse des trajectoires met en évidence que le déguerpissement des trottoirs n'affecte pas les acteurs de manière uniforme. Au contraire, il révèle et accentue des inégalités préexistantes, liées notamment au genre, au capital économique et à l'ancienneté dans l'activité. Ces facteurs influencent les capacités des individus à faire face à la rupture et à reconstruire leurs conditions d'existence.

Dans ces conditions, les femmes, particulièrement nombreuses dans les activités de petit commerce, apparaissent parmi les plus vulnérables face au déguerpissement. Souvent engagées dans des activités à faible capital, elles disposent de marges de manœuvre limitées pour se réinstaller ou diversifier leurs activités. Un responsable communautaire, à ce sujet, tient les propos que voici : « Pour les femmes, ce n'est pas facile. Elles n'ont pas beaucoup d'argent pour recommencer ailleurs. Avec les enfants et parfois toute une famille à charge, elles sont obligées de se débrouiller comme ça. » (Chef de quartier, Lomé, avril 2025).

Cette vulnérabilité est accentuée lorsque les femmes cumulent plusieurs contraintes, notamment la charge familiale et un accès limité aux ressources financières. À l'inverse, certains hommes disposant d'un capital économique plus élevé ou d'activités plus diversifiées parviennent à se repositionner plus rapidement. Le capital économique constitue, en effet, un facteur déterminant. Les acteurs ayant accumulé des ressources financières avant le déguerpissement sont mieux à même de supporter la perte temporaire de revenus, de relancer une activité ou d'accéder à de nouveaux espaces commerciaux. À l'opposé, ceux qui disposaient de faibles ressources se retrouvent rapidement en situation de blocage.

L'ancienneté dans l'activité joue également un rôle important. Les occupants installés depuis longtemps bénéficient souvent de réseaux sociaux plus étendus et d'une clientèle fidélisée, facilitant leur réinstallation ou leur reconversion. En revanche, les nouveaux entrants, encore peu intégrés dans les circuits économiques locaux, se trouvent davantage fragilisés, comme le précise une enquêtée : « Moi, ça fait plus de dix ans que je travaille ici, donc même si j'ai quitté, les gens me connaissent et me cherchent. Mais ceux qui viennent de commencer, c'est plus compliqué pour eux. » (Tresseuse déguerpie, Lomé, mars 2025).

Ces inégalités se traduisent par des capacités de résilience variables, c'est-à-dire des aptitudes différentes à absorber le choc du déguerpissement et à s'adapter aux nouvelles conditions. Certains acteurs parviennent à mobiliser des ressources (économiques, sociales, symboliques) pour reconstruire leur activité relativement rapidement, tandis que d'autres s'enfoncent dans des trajectoires de précarisation durable.

Les déguerpis les plus résilients sont généralement ceux qui combinent plusieurs formes de capital : ressources financières, réseaux sociaux solides, expérience professionnelle et capacité d'innovation. Ils sont plus enclins à explorer de nouvelles opportunités, à diversifier leurs activités et à s'adapter aux contraintes du contexte urbain.

À l'inverse, les plus vulnérables cumulent souvent des handicaps : faibles revenus initiaux, endettement, absence de soutien social et dépendance à une activité unique. Pour ces derniers, le déguerpissement représente non seulement une rupture économique, mais aussi une déstabilisation durable de leurs conditions de vie. Une enquêtée souligne :

> Après le « nettoyage » des rues, les victimes ont ressenti les conséquences de différentes manières. Il y a des gens qui ont pu recommencer en même temps ou quelques mois plus tard, mais d'autres sont restés à la maison jusqu'à ce jour, ils se cherchent toujours. Moi-même je suis dans cette situation ; je ne sais pas encore comment je vais faire pour repartir comme avant. (Revendeuse de cosmétiques et produits de beauté déguerpie, Lomé, avril 2025).

En définitive, l'opération de désengorgement agit comme un révélateur des inégalités sociales existantes, tout en contribuant à les renforcer. Elle montre que la capacité à faire face à une politique urbaine dépend largement des ressources dont disposent les acteurs. Cette différenciation des trajectoires invite à penser les interventions publiques en tenant compte des inégalités structurelles, afin d'éviter que les transformations urbaines ne produisent des formes accrues d'exclusion sociale.

3. Discussion

Les résultats de cette recherche permettent d'apporter un éclairage sur les effets sociaux du déguerpissement des trottoirs à Lomé, en mettant en évidence des trajectoires différenciées qui traduisent à la fois des formes de vulnérabilité urbaine et des capacités d'adaptation. Leur mise en perspective avec les travaux en anthropologie urbaine et en socio-anthropologie du développement offre quatre principaux axes d'interprétation.

Le premier axe concerne les trajectoires sociales et la vulnérabilité urbaine. Les trajectoires de précarisation observées révèlent la forte vulnérabilité des acteurs de l'économie informelle face aux politiques de régulation de l'espace public. Cette vulnérabilité s'explique en grande partie par la dépendance des activités économiques aux localisations stratégiques que constituent les trottoirs. Comme le souligne A. M. SIMONE (2020), les économies populaires urbaines reposent sur des configurations spatiales flexibles mais essentielles, dont la perturbation peut entraîner des ruptures majeures dans les moyens de subsistance.

Dans le cas de Lomé, le déguerpissement agit comme un facteur de fragilisation des trajectoires en interrompant des activités parfois stabilisées sur plusieurs années. Il met ainsi en évidence la précarité structurelle des acteurs informels, caractérisée par une absence de protection sociale, une dépendance à des revenus journaliers et une forte exposition aux aléas des politiques publiques. Cette situation rejoint les analyses de D. MITLIN et D. SATTERTHWAITE (2013), qui montrent que les populations urbaines pauvres sont particulièrement affectées par les interventions urbaines qui ne prennent pas en compte leurs réalités socio-économiques.

Le deuxième axe porte sur la résilience et les limites de l'adaptation. Malgré ces vulnérabilités, les résultats mettent également en évidence des capacités significatives de résilience. Les acteurs développent des stratégies d'adaptation variées, telles que la mobilité, la diversification des activités ou la mobilisation des réseaux sociaux. Ces pratiques confirment que les populations urbaines disposent de ressources d'action qui leur permettent de faire face à des situations de crise.

Toutefois, cette résilience reste limitée et fragile. Comme le souligne M. PELLING (2011), la capacité d'adaptation ne doit pas être interprétée comme une solution durable aux vulnérabilités structurelles, mais plutôt comme une réponse ponctuelle à des contraintes. Dans le cas étudié, les stratégies de reconstruction, souvent informelles et instables, ne garantissent ni une amélioration des conditions de vie ni une sécurisation des trajectoires sur le long terme.

Ainsi, l'adaptation observée ne traduit pas nécessairement une sortie de la précarité, mais plutôt une recomposition de celle-ci sous de nouvelles formes. Elle met en lumière les limites des approches qui valorisent la résilience sans prendre en compte les rapports de pouvoir et les inégalités structurelles qui conditionnent les capacités d'action des individus.

Le troisième axe s'articule autour de la production informelle de la ville et l'« agir urbain ». Les dynamiques observées confirment la pertinence du concept de l'« agir urbain » développé par M. AGIER (2015), selon lequel les citadins participent activement à la production de la ville à travers leurs pratiques quotidiennes. Les stratégies de réinstallation, de mobilité et de réappropriation des espaces témoignent de cette capacité des acteurs à redéfinir en permanence les usages urbains.

Le déguerpissement, en cherchant à imposer une vision normative du trottoir, se heurte à cette production informelle de la ville. Loin de disparaître, les pratiques se déplacent, se transforment et s'adaptent aux nouvelles contraintes. Cette dynamique rejoint les observations de A. ROY

(2009), qui décrit l'informalité non pas comme un résidu du système urbain, mais comme un mode de production à part entière, structurant les villes du Sud.

Ainsi, la ville de Lomé apparaît comme un espace en constante recomposition, où les politiques publiques interagissent avec des pratiques sociales qui les débordent et les reconfigurent. Loin d'être un simple objet de régulation, l'espace urbain est le produit d'un ensemble de négociations et d'appropriations.

Le quatrième axe, enfin, met en évidence les effets sociaux des politiques urbaines. Cette recherche met en évidence les effets sociaux différenciés des politiques de désengorgement. Si ces interventions sont justifiées par des objectifs de modernisation et d'ordre urbain, elles produisent également des effets ambivalents, voire contradictoires.

D'un côté, elles contribuent à transformer l'espace public en le rendant plus conforme aux normes de circulation et d'esthétique urbaine. De l'autre, elles engendrent des coûts sociaux importants, notamment en termes de perte de revenus, de précarisation et de désorganisation des activités économiques. Comme le soulignent V. WATSON (2009) et E. PIETERSE (2008), les politiques urbaines en Afrique sont souvent marquées par une tension entre des projets de ville formelle et les réalités de l'urbanisation informelle.

Dans le cas de Lomé, l'absence de dispositifs d'accompagnement (relocalisation, compensation, soutien économique) accentue les effets « négatifs » du déguerpissement sur les populations. Elle met en évidence les limites des approches descendantes qui ne prennent pas en compte les trajectoires et les besoins des acteurs concernés.

En définitive, cette discussion montre que le déguerpissement des trottoirs à Lomé n'est pas seulement une opération d'aménagement urbain. Il s'agit d'un processus aux effets sociaux profonds, qui révèle les vulnérabilités, les capacités d'adaptation et les inégalités au sein de la ville. Il confirme également que la gouvernance urbaine en Afrique doit être appréhendée à partir des pratiques et des trajectoires des acteurs, afin de concevoir des politiques plus inclusives et socialement soutenables.

Conclusion

Cette recherche a permis de mettre en évidence la diversité des trajectoires sociales qui émergent à la suite du déguerpissement des trottoirs à Lomé. L'analyse montre que ces trajectoires oscillent entre précarisation, recomposition et tentatives de reconstruction, traduisant des expériences différenciées selon les ressources dont disposent les déguerpis. Pour certains, le déguerpissement se traduit par une rupture durable des activités et un affaiblissement

des conditions de vie ; pour d'autres, il ouvre des dynamiques d'adaptation, bien que souvent fragiles et instables. Ainsi, le désengorgement s'inscrit dans des parcours de vie marqués par des bifurcations et des ajustements continus.

Sur le plan théorique, la recherche contribue à enrichir l'analyse des effets des politiques urbaines en proposant une lecture centrée sur le « post-déguerpissement », entendu comme un espace-temps où se déploient des ajustements pratiques et des reconfigurations sociales souvent invisibilisés. En mettant l'accent sur les temporalités différées de l'action publique, elle invite à dépasser une approche strictement événementielle des interventions urbaines pour intégrer leurs prolongements dans les biographies individuelles et collectives. Cette perspective permet de mieux saisir la manière dont les politiques de régulation de l'espace urbain participent à la (re)production des inégalités, tout en laissant émerger des formes situées de résilience et d'invention sociale. De même cette politique tend simultanément à accroître la vulnérabilité sociale lorsqu'elle n'est pas accompagnée de mécanismes de médiation, de compensation et de protection des populations affectées.

Enfin, cette recherche ouvre plusieurs pistes de réflexion pour de futurs travaux. D'une part, elle appelle à approfondir l'analyse des trajectoires sur le long terme, afin de mieux comprendre les processus de stabilisation ou, au contraire, d'enracinement de la vulnérabilité. D'autre part, elle invite à explorer plus finement le rôle des réseaux sociaux, des solidarités locales et des dispositifs informels dans les processus de reconstruction. Une attention aux comparaisons interurbaines ou aux variations selon les catégories socio-professionnelles pourrait également contribuer à affiner la compréhension des effets différenciés des politiques de déguerpissement. Ainsi, l'étude du « vivre après » apparaît comme un angle d'analyse fécond pour interroger les transformations contemporaines des villes africaines et les expériences sociales qu'elles produisent.

Références bibliographiques

AGIER Michel, 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris, Presses Universitaires de France.

BIDART Claire, 2006, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques ». *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 120, pp. 29-57.

GBETANOU Komla Dzidzinyo, 2010, *Le commerce de la rue et l'occupation des espaces publics à Lomé : cas des trottoirs*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Lomé.

GOURLAND Natacha, 2017, « Vendre ou courir, il faut choisir : déguerpissements et réinstallations des commerçants de rue à Lomé », *Géoconfluences*, janvier 2017.

MITLIN Diana et SATTERTHWAITE David, 2013, *Urban Poverty in the Global South: Scale and Nature*, London, Routledge.

N'KERE Komi, AVOUGLA Koku et SUKA Kofi Dela, 2018, « Encombrement des trottoirs par les activités économiques, un phénomène qui prend de l'ampleur à Lomé » *In Anyasa, Revue des Lettres et Sciences Humaines*, n°8, Lomé, pp. 74-87.

NYASSOGBO Kwami Gabriel, 2011, « Les activités informelles et l'occupation des espaces publics. Les trottoirs de Lomé au Togo », *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n°2, (EDUCI), Abidjan, pp. 22-33.

PALASSI Konga et AGBOGAN Kossivi, 2023, « La transition vers une ville citoyenne à travers le désengorgement des trottoirs à Lomé : entre construction et déconstruction » Communication présentée au Colloque international « La ville durable africaine : entre utopie et réalité », organisé par la Mairie de l'Arrondissement de Douala 1er du 14 au 16 décembre 2023, à Douala au Cameroun dans le cadre du Projet Unesco Heritage for Sustanable Cities (USC).

PALASSI Konga, 2026, « Désengorgement des trottoirs à Lomé : logiques d'acteurs et recomposition de l'espace public urbain », *CRITHALYS* n°5 (sous presse).

PELLING Mark, 2011, *Adaptation to Climate Change: From Resilience to Transformation*, London, Routledge.

PIETERSE Edgar, 2008, *City Futures: Confronting the Crisis of Urban Development*, London, Zed Books.

ROY Ananya, 2009, "Why India Cannot Plan Its Cities: Informality, Insurgence and the Idiom of Urbanization", *Planning Theory*, vol. 8, n°1, pp. 76-87.

SIMONE Abdou Maliq, 2020, *Improvised Lives: Rhythms of Endurance in an Urban South*, Cambridge, Polity Press.

WALTHER Olivier J., DAMBO Lawali et KONÉ Moustapha, 2020, « Urbanisation et villes frontalières en Afrique de l'Ouest », *L'Information géographique*, vol. 84, n°2, pp. 31-47.

WATSON Vanessa, 2009, "The planned city sweeps the poor away…': Urban planning and 21st century urbanisation", *Progress in Planning*, vol. 72, n°3, pp. 151-193.